Vers un cessez-le-feu partiel au Soudan ?

Partage international nº 448 – Décembre 2025

par Patricia Pitchon

Quelque 150 000 personnes ont perdu la vie pendant la guerre civile au Soudan, qui a débuté en avril 2023. Les anciens alliés, après avoir coopéré lors du coup d'État qui a renversé le dirigeant Omar Al Bashir (et après un autre coup d'État visant à renverser un autre candidat) se livrent depuis cette date une lutte meurtrière pour le pouvoir. Il s'agit du général Al Burhan des Forces armées soudanaises (FAS), et du général Dagalo des Forces de soutien rapide (FSR), un puissant groupe paramilitaire. Un récent rapport des Nations unies (Mission d'enquête indépendante sur le Soudan) accuse à la fois les FAS et les FSR d'avoir commis des crimes de guerre, tels que des attaques directes et massives contre des civils, la destruction de marchés, de denrées alimentaires et d'eau, et le refus de fournir à la population de la nourriture, des installations sanitaires et des soins médicaux. Des prisonniers ont également été torturés.

Selon ce rapport, quelque 12 millions de personnes ont été déplacées, certaines plus d'une fois, et ont cherché à survivre soit dans d'autres régions du Soudan, soit dans les pays voisins, en particulier au Tchad, où les camps de réfugiés ont besoin d'une aide beaucoup plus importante de la part de la communauté internationale. En Égypte, sur un total de 4 millions de Soudanais vivant actuellement dans le pays, environ 1,2 million y sont entrés depuis le début du conflit en avril 2023.

Ce rapport de l'ONU affirme que le Soudan, un grand pays de 50 millions d'habitants, compte davantage de personnes vivant dans des conditions de famine que le reste du monde pris dans son ensemble.

Un rapport récent intitulé « *Une guerre contre les populations* », publié par Médecins sans frontières (MSF), une organisation qui travaille depuis de nombreuses années au Soudan, détaille les immenses souffrances endurées par le peuple soudanais et ce que l'organisation a pu accomplir, malgré la violence du conflit et en l'absence d'autres sources d'aide.

Du 15 avril 2023 au 15 avril 2024, les hôpitaux, les centres de santé et les cliniques mobiles soutenus par MSF ont accompli les actions suivantes :

1. plus de 500 000 consultations ;
2. prise en charge de plus de 100 000 patients atteints de paludisme ;
3. traitement de plus de 2 000 personnes atteintes de choléra, ainsi que de milliers de cas de rougeole ;
4. assistance à la maternité pour plus de 8 400 accouchements et réalisation de 1 600 césariennes ;
5. soins à des milliers de blessés de guerre (tirs d'artillerie, bombardements et éclats d'obus) ;
6. soutien thérapeutique à plus de 30 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë ;
7. intervention au Tchad et au Soudan du Sud, où plus d'un million de personnes ont trouvé refuge.

Le rapport de MSF souligne que pendant cette guerre civile au Soudan, des violences sexuelles et sexistes ont été perpétrées, ainsi que des violences à l'encontre de groupes tribaux autochtones qui ne sont pas considérés comme arabes. Si certaines différences ethniques sont clairement définies, d'autres le sont moins. On estime qu'il existe entre 300 et 500 groupes ethniques, dont beaucoup ne sont pas arabes.

Souvent, les gens ne se sentent en mesure de s'exprimer qu'une fois qu'ils ont quitté le pays. MSF cite comme exemple des membres de la tribu Masalit. Un témoin Masalit a expliqué : *« Ils nous ont dit que ce n'était pas notre pays et nous ont donné deux options : partir immédiatement pour le Tchad, ou mourir. Ils ont emmené certains hommes, et je les ai vus les abattre dans la rue, sans que personne ne puisse enterrer les corps. »* Le responsable des programmes d'urgence de MSF au Tchad a rapporté en juin 2023 que des miliciens arabes les prenaient pour cible et leur tiraient dessus à El Geneina simplement parce qu'ils étaient Masalit. Les témoins ont ajouté que les violences se poursuivaient dans les villages et aux postes de contrôle le long de la route menant au Tchad, *« les hommes de la communauté Masalit étant systématiquement pris pour cible ».*

En ce qui concerne les violences sexuelles et sexistes, plusieurs organisations constatent que les victimes ne se sentent pas en sécurité et n'osent pas signaler ces abus. Elles estiment par conséquent que ce type de crime est sous-déclaré. A titre d'exemple, parmi 135 survivantes de violences sexuelles prises

en charge entre juillet et décembre 2023 par les équipes de MSF dans des camps de réfugiés au Tchad, 90 % ont été agressées par un homme armé et 40 % ont été violées par plusieurs agresseurs ; 50 % ont été agressées chez elles, les autres lors de leurs activités quotidiennes ou alors qu'elles fuyaient le conflit. Environ 13 survivantes de ce groupe ont déclaré avoir été enlevées pour une nuit, voire pour plusieurs mois dans certains cas, puis ligotées et violées durant la nuit. Lorsque des proches étaient présents et tentaient de leur porter secours, ils étaient blessés ou menacés de mort, et les victimes étaient de plus battues.

Le 26 octobre 2025, lorsque les FSR ont pris la ville d'El Fasher, capitale du Darfour-Nord, les Forces armées soudanaises se sont retirées. Mais la fin du siège de 19 mois mené par les FSR a été suivie d'une occupation brutale au cours de laquelle les FSR ont commencé par tuer quelque 2 000 personnes. Plusieurs chaînes d'information télévisées ont reçu des images montrant des taches rose-rougeâtres au sol près de ce qui semblait être des corps, à proximité d'habitations ; il s'agirait probablement de traces de sang.

Le 8 novembre 2025, Al Jazeera et d'autres agences ont rapporté que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme au Soudan dispose d'informations selon lesquelles des attaques brutales se poursuivent dans la ville, et il semblerait que quelque 200 000 personnes soient toujours prises au piège. Selon Li Fung, représentante des Nations unies pour les droits de l'homme au Soudan, des femmes, des enfants et des blessés ont été tués alors qu'ils tentaient de trouver de l'aide et un refuge dans des hôpitaux et des écoles. Elle ajoute que *« des familles entières ont été décimées alors qu'elles fuyaient. D'autres ont tout simplement disparu. »* Quelque 16 000 personnes sont arrivées dans la ville de Tawila, et Médecins sans frontières signale des niveaux extrêmement élevés de malnutrition chez les enfants et les adultes. Des tentes de fortune ont été installées, mais certaines personnes ne prennent qu'un seul repas par jour.

L'Agence France-Presse a appris d'un responsable du Conseil norvégien pour les réfugiés au Soudan que des enfants arrivent avec des personnes qui ne sont pas leurs parents, ce qui signifie que leurs parents ne sont probablement plus en vie. Cette situation a été corroborée par Sheldon Yett, représentant de l'Unicef au Soudan, lors d'une interview accordée le 9 novembre 2025 à John Yang sur PBS News Hour : *« Nous entendons parler de nombreux enfants non accompagnés qui doivent retrouver leur famille. »* Il a ajouté qu'au cours de ses trente années d'expérience dans ce domaine, il n'a jamais rien vu d'une telle ampleur que ce qui se passe actuellement au Soudan.

Soudan **Auteur** : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au quotidien colombien El Tiempo. Aujourd'hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante. Egalement psychothérapeute, elle travaille avec les réfugiés.
Thématiques : politique
Rubrique : Divers